

- e) de kosten voor aankoop van kleding en schoenen, daarbij inbegrepen de herstellingen;
- f) toiletartikels;
- g) toilet- en verzorgingskosten buitenaf.

§ 3. In een dagcentrum kan een bijkomende bijdrage gevraagd worden voor zover die niet het voorwerp uitmaakt van een wettelijke of verordenende tussenkomst :

- a) het deel van de kosten die ten laste blijven van de persoon voor de verzorging en voor prothesen;
- b) specifieke kosten die verbonden zijn aan incontinentie;
- c) kosten voor technische bijstand;

d) het deel van de farmaceutische kosten die niet gedekt worden door een tussenkomst voorzien door de Franse Gemeenschapscommissie en met vermindering van de tussenkomst van de verzekeraar.

Art. 58. In een centrum kunnen bovenop de financiële bijdrage en overeenkomstig de modaliteiten die voorzien zijn in de overeenkomst voor gepersonaliseerde prestaties, de kosten gevorderd worden die werden aangegaan voor de opgevangen persoon en op zijn vraag met betrekking tot comfort, ontplooiingsmogelijkheden of vrijetijdsactiviteiten die geen deel uitmaken van het collectief project.

Art. 59. Binnen de drie maanden die volgen op de datum van verzending van de maandelijkse afrekening bedoeld in artikel 56 van dit besluit, richt het centrum aan de gehandicapte persoon of aan zijn wettelijke vertegenwoordiger twee geschreven herinneringsbrieven waarvan de laatste aangetekend verstuurd wordt met bericht van ontvangst en kopie voor de administratie.

Art. 60. De verantwoordingsstukken met betrekking tot de financiële bijdragen dienen ingediend te worden bij de administratie op een jaarbasis en uiterlijk op 30 juni van het volgend jaar. De administratie bepaalt er de inhoud van. »

Art. 3. Bij artikel 20 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 april 2002 betreffende de erkenning en de subsidies van de dagcentra en de verblijfscentra voor gehandicapte personen zoals gewijzigd door de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 november 2002 en van 1 april 2004, wordt er een punt 6. ingelast :

« 6. een luik met betrekking tot de financiële bijdragen. »

Art. 4. Bij artikel 71 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 april 2002 met betrekking tot de erkenning en de subsidies van de dagcentra en de verblijfscentra voor gehandicapte personen, zoals gewijzigd door de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 november 2002 en van 1 april 2004, worden de woorden « De bedragen vermeld in de artikelen 44, 46, 49, 51 en 52 » vervangen door de woorden « De bedragen vermeld in artikelen 44, 46, 49, 51, 52 en 53 ».

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2005.

Art. 6. Het Lid van het College belast met het Gehandicaptenbeleid wordt belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 14 juli 2005.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

B. CEREXHE,

Voorzitter van het College

Mevr. E. HUYTEBROECK,

Lid van het College belast met het Gehandicaptenbeleid

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2005 — 2152

[S - C - 2005/31285]

14 JUILLET 2005. — Arrêté 2005/259 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés

Le Collège,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 36, 3^e, 38 et 64;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés, tel que modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française des 28 novembre 2002, 1^{er} avril 2004 et 29 avril 2004;

Vu l'avis de la section « personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et à la Santé, donné le 23 mars 2005;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 juin 2005;

Vu l'accord de la membre du Collège de la Commission communautaire française chargé du Budget, donné le 17 juin 2005;

Vu l'urgence motivée par le fait que les institutions doivent pouvoir effectuer la facturation des participations financières, étant donné la rétroactivité de l'arrêté au 1^{er} janvier 2005;

Vu l'avis 38.705/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 juillet 2005, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que les dispositions en vigueur en 2004 en matière de contributions financières des personnes handicapées à leur prise en charge au sein d'un centre de jour ou d'un centre d'hébergement contiennent des modalités d'application peu sûres sur le plan juridique;

Considérant que ces dispositions risquent de mettre en péril la situation budgétaire du Service bruxellois francophone des personnes handicapées;

Sur la proposition de la Membre du Collège en charge de la politique d'aide aux personnes handicapées,

Arrête :

Article 1^{er}. L'arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. La section 6 « Contribution financière » du chapitre III « Subventionnement » de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés, tel que modifié, est remplacée par les dispositions suivantes :

« Section 6. — Contribution financière

Art. 43. Le centre en perçoit le montant de la contribution financière auprès de la personne handicapée dans le respect des taux, des réductions et des modalités prévues à la présente section.

Art. 44. Le centre de jour perçoit auprès de la personne handicapée une contribution financière mensuelle de 80 €.

En fonction de la présence hebdomadaire indiquée dans la convention de prestations personnalisées, la contribution financière est réduite par dixième au prorata des demi-jours d'absence prévus.

Art. 45. § 1^{er}. Le montant prévu à l'article 44 est diminué pour tenir compte du nombre de jours d'absence ouvrables du mois suivants :

a) les jours d'absences justifiés par le bénéficiaire ou ses parents à raison d'un maximum de 12 jours ouvrables par an;

b) les jours d'absences justifiés par un certificat médical;

c) les jours d'absences justifiés par un certificat d'hospitalisation;

d) les jours d'absences justifiés par une décision judiciaire de placement;

e) les jours d'absences justifiés tels qu'énumérés aux articles 29 et 30 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, telle que modifiée, avec un maximum de 10 jours ouvrables;

f) les jours d'absences pour les vacances scolaires;

g) les jours d'absence justifiés par un événement collectif entraînant l'impossibilité de se rendre au centre moyennant l'accord de l'administration;

h) les jours d'absences dans le mois au cours duquel la convention de prestations personnalisée débute ou s'achève;

i) les jours de fermeture du centre résultant du report d'un jour férié légal;

j) les journées pédagogiques prévues dans le projet collectif du centre;

selon la formule suivante : $A - 90 \% \text{ de } \frac{(A \times B)}{C}$

où :

A = la contribution financière prévue à l'article 44;

B = le nombre de jours d'absence ouvrables du mois tels que précisés au présent article;

C = le nombre de jours ouvrables du mois considéré.

§ 2. La personne handicapée obtient sur le montant obtenu au § 1^{er} une réduction de 50 % pendant une année donnée si le revenu imposable globalement du ménage diminué des quotités exemptées et augmenté d'un éventuel revenu imposable distinctement figurant dans l'avertissement-extrait de rôle le plus récent de sa famille relatif à l'antépénultième année est inférieur à 9.000 €. La personne handicapée n'a pas droit à une réduction si le titulaire des revenus pris en considération est propriétaire de biens immobiliers autres que ceux occupés comme habitation personnelle ou tout autre bien immobilier utilisé personnellement à des fins professionnelles.

Art. 46. La personne handicapée accueillie à la fois dans un centre de jour et dans un centre d'hébergement agréés par la Commission communautaire française contribue uniquement à sa prise en charge en centre d'hébergement.

Art. 47. § 1^{er}. La réception par la famille de la personne handicapée d'un nouvel avertissement-extrait de rôle entraîne sa communication immédiate au centre aux fins de révision éventuelle de la contribution financière pour une année civile entière.

§ 2. A titre exceptionnel, s'il est constaté que la contribution financière d'une personne handicapée ne pourra être payée suite à une modification de la situation fiscale telle que les revenus disponibles de la famille ouvrent manifestement le droit à une réduction de la contribution financière, celle-ci lui est accordée. Cette réduction n'est plus accordée dès l'extinction du motif ayant justifié son octroi.

§ 3. Les centres adressent mensuellement à la personne handicapée ou à son représentant légal le décompte de sa contribution financière correspondant à la prise en charge au cours du mois précédent. Ce décompte intègre les absences sur une base mensuelle ou trimestrielle.

§ 4. Les éléments justificatifs des décomptes des contributions financières sont consignés au centre dans le dossier individuel de chaque personne handicapée.

Art. 48. Aucun supplément à la contribution financière ne peut être exigé pour couvrir les frais de personnel, de fonctionnement ou d'activités des personnes bénéficiaires.

Art. 49. Dans un centre, peuvent être exigés en supplément de la contribution financière et dans la mesure où ils ne font pas l'objet d'une intervention légale ou réglementaire :

a) la partie du coût qui reste à charge de la personne dans les frais de soins de santé et de prothèse;

b) les frais spécifiques liés à l'incontinence;

c) les frais d'aides techniques;

d) la part des frais pharmaceutiques non couverts par une intervention prévue par la Commission communautaire française et déduction faite des interventions de l'organisme assureur.

Art. 50. Dans un centre, peuvent être exigés en supplément de la contribution financière conformément aux modalités prévues dans la convention de prestations personnalisée, les frais exposés en vue d'assurer à la personne prise en charge, à sa demande, un confort ou des possibilités d'épanouissement et de loisirs qui n'entrent pas dans son projet collectif.

Art. 51. Dans les trois mois qui suivent la date d'envoi du décompte mensuel visé à l'article 47 du présent arrêté, le centre adresse à la personne handicapée ou à son représentant légal deux rappels écrits dont le dernier par recommandé avec accusé de réception et copie à l'administration.

Art. 52. Les pièces justificatives relatives aux contributions financières doivent être introduites auprès de l'administration sur une base annuelle au plus tard le 30 juin de l'année suivante. L'administration en fixe le contenu. »

Art. 3. A l'article 19 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés, tel que modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française des 28 novembre 2002 et 1^{er} avril 2004, un point 7. libellé comme suit est inséré :

« 7. un volet relatif aux contributions financières. »

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 2005.

Art. 5. La Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 juillet 2005.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

B. CEREXHE,

Président du Collège

Mme E. HUYTEBROECK,

Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2005 — 2152

[S - C - 2005/31285]

14 JULI 2005. — Besluit 2005/259 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2002 betreffende de erkenning en de subsidies aan dagcentra voor schoolgaande kinderen

Het College,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale en professionele integratie van gehandicapte personen, en meer bepaald artikelen 36, 3^o, 38, en 64;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2002 betreffende de erkenning en de subsidies aan dagcentra voor schoolgaande kinderen, zoals gewijzigd door de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 november 2002, 1 april 2004 en 29 april 2004;

Gelet op het advies van de afdeling « gehandicapte personen » van de Brusselse Franstalige adviserende raad voor bijstand aan personen en gezondheid, gegeven op 23 maart 2005;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 juni 2005;

Gelet op de instemming van het lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie belast met Begroting, gegeven op 17 juni 2005;

Gelet op de dringende noodzaak gemotiveerd door het feit dat de instellingen de facturatie van de financiële participaties moeten kunnen uitvoeren, gelet op de terugwerkende kracht van het besluit van 1 januari 2005;

Gelet op advies 38.704/4 van de Raad van State, gegeven op 11 juli 2005, in toepassing van artikel 84, § 1, alinea 1, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de in 2004 van kracht zijnde bepalingen op het gebied van financiële bijdragen van de gehandicapte personen aan hun verzorging in een dagcentrum of in een verblijfcentrum modaliteiten inhouden die op juridisch vlak onzeker zijn;

Overwegende dat deze bepalingen de budgettaire situatie van de Brusselse Franstalige dienst voor gehandicapte personen in gevaar dreigen te brengen;

Op voordracht van het Lid van het College belast met het Gehandicaptenbeleid,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Afdeling 6 « Financiële bijdrage » van hoofdstuk III « Subsidiëring » van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2002 betreffende de erkenning en de subsidies van de dagcentra voor schoolgaande kinderen, zoals gewijzigd, wordt vervangen door volgende bepalingen

« Afdeling 6. — Financiële bijdrage

Art. 43. Het centrum int het bedrag van de financiële bijdrage bij de gehandicapte persoon met naleving van de tarieven, kortingen en modaliteiten die in deze afdeling voorzien zijn.

Art. 44. § 1. Het dagcentrum int bij de gehandicapte persoon een maandelijks financiële bijdrage van 80 €.

In functie van de wekelijkse aanwezigheid die in de overeenkomst voor de gepersonaliseerde prestaties wordt aangegeven wordt de financiële bijdrage verminderd per tiende naar evenredigheid van de voorziene halve dagen van afwezigheid.

Art. 45. § 1. De bij artikel 44 voorziene bedragen worden verminderd om rekening te houden met het aantal wekdagen van afwezigheid in de volgende maand :

a) afwezigheidsdagen verantwoord door de begunstigde of zijn familieleden met een maximum van 12 wekdagen per jaar;

b) afwezigheidsdagen verantwoord door een medisch attest;

c) afwezigheidsdagen verantwoord door een hospitalisatieattest;

d) afwezigheidsdagen verantwoord door een rechterlijke beslissing tot plaatsing;

e) afwezigheidsdagen verantwoord zoals vermeld bij artikelen 29 en 30 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidscontracten zoals gewijzigd, met een maximum van 10 weekdagen;

f) afwezigheidsdagen voor schoolvakanties;

g) afwezigheidsdagen verantwoord door een collectief evenement dat de onmogelijkheid met zich meebrengt zich naar het centrum te begeven mits de instemming van de administratie;

h) afwezigheidsdagen in de maand waarin de overeenkomst van persoonlijke prestaties begint of afloopt;

i) sluitingsdagen van het centrum als gevolg van het overbrengen van een wettelijke feestdag;

j) pedagogische dagen voorzien in het collectief plan van het centrum;

volgens deze formule : $A - 90 \% \text{ van } \frac{(A \times B)}{C}$

waarin :

A = de financiële bijdrage voorzien bij artikel 44;

B = het aantal weekdagen van afwezigheid in de maand zoals gepreciseerd in dit artikel;

C = het aantal weekdagen van de maand in kwestie.

§ 2. De gehandicapte persoon die minder dan 21 jaar oud is verkrijgt op het bedrag berekend in § 1 een vermindering van 50 % gedurende een bepaald jaar indien het globaal belastbaar inkomen van het gezin minus de vrijgestelde quotiteit en verhoogd met een eventueel belastbaar inkomen dat duidelijk vermeld is op zijn aanslagbiljet of dat van zijn gezin met betrekking tot het op twee jaar laatste jaar lager is dan 9.000 euro. De gehandicapte persoon heeft geen recht op vermindering indien de titularis van de in beschouwing genomen inkomens eigenaar is van onroerende goederen die niet de onroerende goederen zijn die als persoonlijke woning worden gebruikt of elk ander onroerend goed dat voor beroepsdoeleinden wordt gebruikt.

Art. 46. De gehandicapte persoon die zowel wordt opgevangen in een dagcentrum als in een verblijfcentrum die erkend zijn door de Franse Gemeenschapscommissie of door een andere overheid draagt enkel bij aan de tenlasteneming in het verblijfcentrum.

Art. 47. § 1. Indien de familie van de opgevangen gehandicapte persoon een nieuw aanslagbiljet ontvangt, moet dit onmiddellijk aan het centrum meegedeeld worden voor een eventuele herziening van de financiële bijdrage voor het volledige kalenderjaar.

§ 2. Als uitzondering en indien vastgesteld wordt dat de financiële bijdrage van een gehandicapte persoon niet betaald kan worden ingevolge een wijziging van zijn fiscale toestand zoals de beschikbare inkomsten van het gezin, geeft dit duidelijk recht op een vermindering van de financiële bijdrage en wordt deze laatste toegekend. Deze vermindering wordt niet meer toegekend vanaf het moment dat de reden die er aanleiding toe gaf niet meer bestaat.

§ 3. De centra maken maandelijks aan de gehandicapte persoon of aan zijn wettelijke vertegenwoordiger een afrekening over van zijn financiële bijdrage die overeenstemt met de tenlasteneming en de afwezigheden van voorgaande maand.

§ 4. De bewijsstukken van de afrekeningen van de financiële bijdragen worden in het centrum bewaard in het persoonlijk dossier van iedere gehandicapte persoon.

Art. 48. Er kan geen bijkomende financiële bijdrage gevraagd worden voor het dekken van de kosten voor personeel, werking of opvang of voor activiteiten van de begunstigden.

Art. 49. In een verblijfcentrum kan een bijkomende bijdrage gevraagd worden voor zover deze niet het voorwerp vormt van een wettelijke of verordenende tussenkomst :

a) het deel van de kosten die ten laste blijven van de persoon voor de verzorging en voor prothesen;

b) specifieke kosten die verbonden zijn aan incontinentie;

c) kosten voor technische bijstand;

d) het deel van de farmaceutische kosten die niet gedekt worden door een tussenkomst voorzien door de Franse Gemeenschapscommissie en met vermindering van de tussenkomst van de verzekeraar.

Art. 50. In een centrum kunnen bovenop de financiële bijdrage en overeenkomstig de modaliteiten die voorzien zijn in de overeenkomst voor gepersonaliseerde prestaties, de kosten gevorderd worden die werden aangegaan voor de opgevangen persoon en op zijn vraag met betrekking tot comfort, ontplooiingsmogelijkheden of vrijetijdsactiviteiten die geen deel uitmaken van het collectief project.

Art. 51. Binnen de drie maanden die volgen op de datum van verzending van de maandelijkse afrekening bedoeld in artikel 47 van dit besluit, richt het centrum aan de gehandicapte persoon of aan zijn wettelijke vertegenwoordiger twee geschreven herinneringsbrieven waarvan de laatste aangetekend verstuurd wordt met bericht van ontvangst en kopie voor de administratie.

Art. 52. De verantwoordingsstukken met betrekking tot de financiële bijdragen dienen ingediend te worden bij de administratie op een jaarbasis en uiterlijk op 30 juni van het volgend jaar. De administratie bepaalt er de inhoud van. »

Art. 3. Bij artikel 19 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2002 betreffende de erkenning en de subsidies van de dagcentra voor schoolgaande kinderen zoals gewijzigd door de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 november 2002 en van 1 april 2004, wordt er een punt 7. ingelast :

« 7. een luik met betrekking tot de financiële bijdragen. »

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2005.

Art. 5. Het Lid van het College belast met het Gehandicaptenbeleid wordt belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 14 juli 2005.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

B. CEREXHTE,

Voorzitter van het CollegeMevr.

E. HUYTEBROECK,

Lid van het College belast met het Gehandicaptenbeleid